

À propos d'Allemagne (Jean-Luc Mélenchon 4/12/11)

4 Décembre 2011, par FATARELLA

..."Je publie donc ici un petit travail de récapitulation à propos de l'Allemagne. Je ne reviens pas sur ce que j'ai moi-même écrit sur le sujet du temps que cela n'intéressait pas les excités d'aujourd'hui. Le temps où Cohn-Bendit m'insultait sur le sujet et où les socialistes souriaient de plaisir. A présent, je m'appuie essentiellement sur mes notes de lecture de presse. Je le fais à dessein sous cette forme. Mon intention est de vous proposer des arguments qu'aucun accro aux médias ne vous reprochera puisque par corporatisme les médias ne se critiquent jamais entre eux. Je crois que cette argumentation est utile. (extraits Blog Jean-Luc Mélenchon 4 décembre 2011)"

" En effet, je dois vous dire que je n'ai pas aimé le ton sur lequel la critique de l'Allemagne se fait ces temps-ci. Je le dis d'autant plus tranquillement que je l'ai engagée avant bien d'autres. Mais je tiens à ce qu'on ne se trompe pas de registre !

Nous critiquons madame Merkel parce qu'elle est libérale et non pas parce qu'elle est allemande ! Notre critique à gauche est celle que partagent nos camarades allemands de « Die Linke ». Et d'ailleurs la semaine où les socialistes ont franchi la ligne jaune, nous, le Front de Gauche, nous défendions une proposition de loi à l'assemblée et nos amis de « Die Linke » faisaient de même au Bundestag sur le même texte. Il s'agissait de la création d'un fonds européen de développement social et écologique.

Puis je viens sur le **paquet ferroviaire** adopté par le Parlement Européen. Histoire de rappeler que le principal problème dont souffre le rail ce n'est pas l'action syndicale mais la libéralisation. Une illustration à faire connaître de cette **révolution libérale** qui continue sans désespérer, quoiqu'il advienne. **Avec l'appui des députés socialistes et Verts Européens !**

Notre critique à propos de l'Allemagne, c'est d'abord la critique d'un mythe. Le mythe d'un modèle enfin trouvé de « libéralisme efficace » ! Je reviens donc sur le thème du "**modèle allemand**". Je note que dorénavant une série de commentateurs et même de responsables politiques prennent conscience d'un problème. Les formules à l'emporte-pièce nuisent parfois à la compréhension des enjeux.

Je ne partage pas la façon de dire les choses que choisit **Arnaud Montebourg**. De même que je n'avais pas approuvé la comparaison avec Munich qu'avait fait le député socialiste **Jean-Marie Le Guen**. Car, même pour la polémique, laisser entendre qu'Angela Merkel, c'est Hitler ou Bismarck, deux agresseurs de notre pays, dont un raciste antisémite, ce n'est pas acceptable.

Mon analyse, je l'ai donnée succinctement dans le livre « Qu'ils s'en aillent tous ». Les dirigeants allemands ont changé d'état d'esprit. Mais nous ne devons pas changer de **priorité dans notre relation à l'Allemagne** : priorité à la **coopération**, quel que soit le gouvernement en place. Pour autant, il faut être lucide. Ni aveuglement nationaliste, ni angélisme, ni admiration aveuglée. C'est sur ce point qu'à cette étape je concentre mon attention.

Le mythe du modèle allemand fonctionne comme un **alibi**. « *Le libéralisme, ça marche ! Voyez l'Allemagne !* » disent les nouveaux ébahis ! La preuve par l'exotisme. Ce furent d'abord le petit dragon celtique irlandais puis le modèle espagnol, et maintenant ce serait le modèle allemand.

Les déclinistes qui conchient la France à longueur de colonnes rejoignent les fascinés de l'Allemagne. Vieille conjonction. Faire la lumière sur ce soi-disant modèle, c'est mener la lutte concrète contre l'idée qu'il y aurait une austérité utile, un serrage de ceinture qui paie.

La droite reste aveuglée par la stratégie d'alignement sur l'Allemagne fixée par Sarkozy. Ce dernier n'a-t-il pas dit le 27 octobre sur TF1 et France 2 : " *Tout mon travail, c'est de rapprocher la France d'un système qui marche, celui de l'Allemagne.*" ? Donnez-lui à lire ma tribune dans « Les Échos » sur le sujet. Dommage qu'elle n'ait pas eue le même écho que ma petite phrase sur le pédalo. Je souris.

Plusieurs articles du Monde et du Figaro me donnent raison. Ainsi qu'une note détaillée de la banque Natixis, intitulée opportunément "démystifions l'Allemagne". Elle affirme clairement que "certaines vertus invoquées du modèle relèvent parfois de raccourcis faciles, sinon du **mythe**". La note a été rédigée par Sylvain Boyer, l'économiste qui était cité dans l'article du Monde sur le **chiffre "honteusement tronqué" du déficit allemand**. Dans la note de Natixis, il précise que "40 % de la dette publique [allemande] est comptabilisée dans des fonds spéciaux, entités juridiques aux besoins de financement peu transparents, qui ont autorisé un certain maquillage des déficits publics en 2009 et 2010". Et il rappelle qu'en 2004, les agences de notation avaient menacé de retirer la note AAA de l'Allemagne.

Dans le même ordre d'idées, le 24 novembre, « Le Monde » a publié un autre article sur l'Allemagne. Il s'intitule « *en Allemagne, des fondamentaux solides mais pas inébranlables* ». L'article évoque un événement passé relativement inaperçu sur le moment pour les chantres du "modèle allemand" qui regardaient ailleurs. Mais pas les observateurs sérieux. Mercredi 23 novembre, l'Allemagne a essuyé un revers sur les marchés financiers. Les marchés financiers ont boudé la dette allemande ! L'Allemagne voulait lever 6 milliards d'euros avec des obligations à dix ans. Elle n'a pu en lever que 3,6 milliards d'euros ! Voici donc un beau modèle qui ne parvient pas à "rassurer les marchés" pour obtenir l'argent dont il a besoin.

Cette mésaventure donne l'occasion au Monde de s'intéresser de plus près à la situation allemande. L'article du Monde explique bien que le "modèle allemand" n'est pas généralisable : "*le modèle allemand, qui repose traditionnellement sur les exportations, rend le pays très dépendant de ses homologues de la zone euro. Plus de la moitié de ses exportations étant destinées à l'Union européenne, on comprend que l'Allemagne n'a pas intérêt à voir la situation de ses principaux partenaires commerciaux s'effondrer*".

En poussant à l'austérité partout en Europe, l'Allemagne scie la branche sur laquelle elle est assise. D'ailleurs, c'est ce que confirme le cabinet de conseil Markit, cité par Le Monde. Dans une étude publiée le 23 novembre, il indique que les exportations allemandes sont de plus en plus affectées par la crise. Son étude fait état du plus fort ralentissement depuis deux ans et demi et prédit "que le pire reste à venir".

C'est ce qu'expliquait aussi Le Figaro du 22 novembre. En réponse à une citation de Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP qui dit vouloir "s'inspirer du modèle allemand en termes de croissance économique", le journal écrit que "la croissance allemande n'est pas garantie et montre des signes de faiblesses". Et Le Figaro cite Patrick Arthus de la banque Natixis qui reprend l'argument

de l'article du Monde : *"la croissance de l'Allemagne ne peut venir que des exportations, dont 60 % vont vers les autres pays européens. Une crise économique durable des partenaires économiques conduirait à une situation très difficile en Allemagne aussi, ce qui est le scénario le plus probable et qu'annoncent les derniers indicateurs"*. Au dernier trimestre 2011, **le PIB allemand pourrait même reculer**. Et la prévision de croissance pour 2012 vient d'être revue à la baisse.

La note de Natixis va même plus loin dans l'analyse. Pour elle, le "succès à l'exportation" de l'Allemagne est le fruit d'une stratégie très particulière : *"les parts de marché que l'Allemagne a gagnées ces dix dernières années dans l'UE proviennent en majorité d'activités de transit, notamment portuaire, qui ont rapidement grossi depuis la mondialisation des chaînes de production. La baisse des coûts salariaux ne joue ici qu'un rôle marginal"*. Cette stratégie s'applique aussi pour les produits fabriqués en République Tchèque ou en Pologne et assemblés en Allemagne. Et elle explique en partie **l'attachement des allemands à un euro fort qui permet d'importer à bas coût les pièces détachées**.

« **Le Figaro** » et « **Le monde** » n'en sont pas restés là. Le 24 novembre, Le Monde a publié un deuxième article sous un titre massue : « [temps de travail : la comparaison trompeuse avec le modèle allemand](#) ». Le Monde reprend à son compte l'idée que « **la durée du temps du travail n'est pas plus élevée en Allemagne qu'en France** ». Ce que j'ai dix fois répété partout où l'on m'a interrogé. Sans oublier les incises sur ce blogue.

En détail, l'article affirme, si la loi allemande, sur les horaires de travail, fixe une durée maximale de 8 heures par jour soit 40 heures par semaine, la durée officielle varie selon les secteurs. Une **grande autonomie** est accordée à la négociation entre syndicats et patronat. Ainsi, dans la métallurgie, le syndicat IG Metall a obtenu l'application des 35 heures. Surtout, l'article du Monde réaffirme une donnée que les partisans du "modèle allemand" oublient opportunément : **la durée globale du travail est plus faible en Allemagne à cause du temps partiel**. L'Allemagne a plus recours au temps partiel que la France : 21,7 % de sa population active étaient employés à temps partiel en 2010, contre 13,6 % en France, selon l'OCDE. Si on intègre le temps partiel dans le calcul du temps de travail, **la durée annuelle moyenne s'élève pour la France à 1 559 heures, contre 1 432 pour l'Allemagne, selon l'Insee**. Ces chiffres sont connus depuis longtemps et j'ai eu plusieurs fois l'occasion de les évoquer. Désormais, ce n'est plus seulement moi qui le dit mais le journal « Le Monde ».

Au Figaro, la critique du modèle allemand a donné lieu à un long article dans l'édition du 22 novembre. Le titre est encore plus clair que celui du Monde : « *L'Allemagne, un modèle imparfait* ». Sans point d'interrogation.

Le Figaro propose un « *tour d'horizon de quelques contre-vérités sur l'Allemagne* » avec une stratégie efficace. La journaliste reprend une citation d'un admirateur du « modèle allemand » puis le compare avec la réalité des chiffres et des faits. Après Copé, le même Figaro égratigne François Fillon. Le Premier ministre défend la « *convergence fiscale franco-allemande* » comme si nos systèmes fiscaux étaient très différents. Le Figaro rappelle que jusqu'en 2009, **l'Allemagne avait l'impôt sur les sociétés le plus élevé d'Europe à 39% contre 33% en France**. Le taux a depuis été baissé mais reste proche des 30% et donc du taux français. Surtout, le journal explique que le taux moyen d'imposition sur les PME est de 15% en France contre 20% en Allemagne. Oui, selon Le Figaro,

l'Allemagne, qui est censée être le "modèle" pour les PME, a un taux d'imposition plus élevé que la France pour les PME.

Puis « **Le Figaro** » revient sur l'idée selon laquelle « *les allemands sont traumatisés par l'hyperinflation* » de l'entre deux guerres. Si la **lutte contre l'inflation** est effectivement une priorité des libéraux allemands, « **Le Figaro** » admet cependant que cela relève d'un tout **autre raison**. En effet, selon le journal, « *les ménages allemands épargnent plus que les ménages français, 17,4 % de leurs revenus contre 15,26 % en France. Et en Allemagne, la retraite privée par capitalisation est beaucoup plus développée qu'en France. Comme l'Allemagne est un pays vieillissant, la lutte contre l'inflation est, en fait, la conséquence de la priorité absolue : la protection de la rente.* »

« **Le Figaro** » était visiblement très critique ce jour-là. Car après Copé et Fillon, c'est au tour de Valérie Pécresse d'être démasquée ! Le 21 novembre, sur RTL, la ministre UMP du budget avait affirmé qu'« **en Allemagne, tous les étudiants font un apprentissage** ». Ce qui est **faux**. Les étudiants qui choisissent l'université ne font pas d'apprentissage. Seuls deux tiers des jeunes allemands suivent la voie professionnelle et sont donc concernés par l'apprentissage. Et ce n'est pas pour autant un modèle enviable. « **Le Figaro** » explique que seuls **54 % de ces deux tiers trouvent une place comme apprentis**. Les autres reprennent des études, ou quittent le système scolaire. Et le journal précise que « *les apprentis constituent une catégorie d'employés sous-payée : une apprentie coiffeuse gagne moins de 300 euros par mois. Le salaire moyen d'un apprenti allemand est de 600 euros par mois* ».

Cette précarisation et cette paupérisation ne touchent pas seulement les jeunes. « **Le Figaro** » reprend aussi les arguments que j'ai avancés pour expliquer le **faible taux de chômage allemand** qui est de 6,5 %. Pour le journal de M. Dassault, « *ce taux de chômage cache aussi un système qui a recours au travail à temps partiel et aux mini jobs* ». L'**absence de salaire minimum** dans le secteur des services permet aux employeurs de payer les travailleurs moins de **5 euros de l'heure**. Selon l'institut du travail de Duisburg, l'Allemagne compte 6,5 millions de salariés pauvres, qui touchent moins de **10 euros de l'heure**. Deux millions de personnes perçoivent un salaire inférieur à 4 euros de l'heure, soit 720 euros par mois pour un emploi à temps plein". D'ailleurs, l'article du Monde abonde dans ce sens. Le journal du soir cite Odile Chagny, « *auteure de nombreux travaux sur le marché du travail allemand* » au sein du groupe Alpha. Que dit-elle ? Elle indique qu'en matière d'emploi, « **les petits boulots représentent plus de 10 % de l'emploi salarié en Allemagne, et les chiffres de l'emploi à temps partiel explosent** ». Puis Le Monde, cite une étude de l'Institut de sciences économiques et sociales (WSI) d'avril dernier. Selon le journal, celle-ci « *fait état d'une hausse de la proportion de travailleurs pauvres (c'est-à-dire de personnes qui, tout en occupant un emploi, ont un niveau de revenus situé sous le seuil de pauvreté) à 7 % des actifs, et prévoit un accroissement de ce chiffre à l'avenir* ». Natixis est encore plus clair dans sa note du 24 novembre et affirme que « *la baisse des coûts du travail hors salaire provient moins de celle des cotisations que de l'abandon pur et simple du modèle social allemand avec le développement de contrats de travail précaire cautionnés par l'État.* ». Plus de précaires et plus de pauvres. Voilà la réalité du "modèle allemand".

Le Parlement européen se penchait, il y a quinze jours, sur la « refonte du premier paquet ferroviaire ». Moi, j'étais au lit du fait d'une grippe. Pour autant je n'en ai pas perdu une miette. Car derrière la « refonte », cette formulation abstraite, **se cache la première phase du démantèlement du service public du chemin de fer.**

Il s'agit en fait de **déstructurer** les entreprises ferroviaires en commençant par **séparer la gestion des différentes activités** de l'entreprise. Puis de les **ouvrir à la concurrence.**

Cette façon de faire montre bien comment la naissance d'un marché ne résulte nullement d'un mécanisme spontané. C'est le résultat d'une **organisation voulue, mise en place et protégée** par un arsenal de lois et règlements. Et bien sûr le mécanisme de création est **perfectionné à mesure qu'il s'implante.** C'est le cas ici. En vérité ce n'est pas tant du perfectionnement qu'une tactique. Le plus dur pour les libéraux est d'abord de faire passer l'idée la première fois. Puis dès le premier cap franchi, le reste suit rapidement en comptant sur **l'habitude prise et la résignation.**

Le premier « paquet » de directive adoptée dans ce sens date de **2001.** Il sépare la gestion des **infrastructures** de chemin de fer de la **gestion du service** de transport et **ouvre le service à la concurrence.**

Mais la Commission européenne estime qu'il n'est pas appliqué de façon satisfaisante. C'est pourquoi elle propose de le « refondre ». Un nouveau texte a été présenté. **Il renforce les obligations de séparations des activités. Il interdit toute limitation à la concurrence. Il interdit même aux États d'aider les entreprises** ferroviaires publiques endettées. Les amendements de la commission des transports du Parlement européen ne valent pas mieux. S'ils ont mis un terme aux prétentions de la Commission d'imposer un service minimum en cas de grève, ils n'ont rien remis en cause de la logique de liquidation du service public du chemin de fer. Pire, ils demandent aux États membres de "*garantir le développement de la concurrence*" dans ce secteur et demande à la Commission de présenter avant la fin 2012 une proposition visant à « *ouvrir le marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs* ».

Le texte a été adopté à une très large majorité. Sourds aux mises en garde des cheminots européens, **la droite, les libéraux et les sociaux-démocrates n'ont eu aucun scrupule à l'adopter. Inclus les socialistes français.**

Les Verts, eux, étaient partagés entre le pour et l'abstention. **Bové s'est abstenu avec Besset, Cohn Bendit et Jadot.** Dans le contexte, c'est un bon point pour eux."

<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2011/12/04/a-propos-dallemagne/#more-9138>